

Document

Crise grecque: «C'est la guerre»

(20minutes.fr)

15 février 2012

REPORTAGE - La situation quotidienne de millions de Grecs est de plus en plus critique et la solidarité entre citoyens se met en place...

De notre envoyée spéciale en Grèce,

«C'est la guerre». Panagiotis Grigoriou n'y va pas par quatre chemins pour expliquer la situation en Grèce. Cet historien et ethnologue, qui tient un blog sur la crise actuelle, a lui-même tout perdu. Son contrat de recherche n'a pas été renouvelé faute de budget. Il est hébergé chez des amis. La dernière fois qu'il a fait le plein d'essence de sa vieille voiture, c'était le 26 décembre dernier. Il utilise dès qu'il le peut les transports en commun, c'est moins cher. Panagiotis fait partie du tiers de Grecs qui vivent sous le seuil de pauvreté actuellement, plus de trois millions de personnes, selon Eurostat. Il n'y a qu'en Europe de l'Est que la situation économique est pire. «C'est la guerre», reprend-il, «parce que tu survis.» Et cette survie passe par la solidarité.

Le salut passe par la débrouille

Comme lui, les gens apprennent à se débrouiller. Les initiatives alternatives poussent comme des champignons, quartier par quartier. Dans celui de Marianna Lavda, près de l'aéroport d'Athènes, dimanche, il y aura un nouveau troc d'affaires en tout genre. Des habitants ont aussi mis en place une monnaie d'échange local: un service contre un service. D'autres encore distribuent la soupe populaire. Même dans le lycée français où étudient les enfants de cette prof de philo, une collecte de vêtements a eu lieu pour les plus nécessiteux. «Et c'est pareil partout» confirme Marmatis Kostas. La classe moyenne, première touchée par la crise actuelle, «s' imagine plongée encore plus bas et n'a paradoxalement jamais été aussi solidaire», conclue-t-il. Lui a rejoint le mouvement «Je ne paie pas» à ses débuts, un collectif regroupant des avocats, des journalistes et des syndicalistes.

Les mouvements citoyens se multiplient

Ils refusent de payer les taxes sur l'électricité réclamées en octobre dernier par le gouvernement, des centaines d'euros à verser par les propriétaires en fonction de la superficie de leur bien foncier, sous peine de coupures d'électricité. Mais il n'y a jamais eu de coupures d'électricité car le syndicat d'électriciens de la compagnie DEI, l'équivalent d'EDF, a tout de suite refusé. D'une poignée de «résistants» gauchistes à l'impôt, le mouvement a grossi et ce sont désormais «plus de 500.000 foyers qui refusent de payer cet impôt à travers toute la Grèce, et cela devrait continuer parce que ceux qui paient voient qu'il n'arrive rien à ceux qui ne paient pas» affirme Marmatis. Une information difficile à vérifier, d'autant que certains consommateurs peuvent obtenir des délais pour s'acquitter de leur impôt.

Reste que ce type de mouvements impulsés par la détresse sociale commencent à transformer la société grecque. Comme en temps de guerre.